

Accord professionnel

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Avenant du 23 juillet 2019

à l'accord interbranche du 25 septembre 2014 relatif aux modalités d'accès
à la formation professionnelle tout au long de la vie

NOR : ASET2050177M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNEP ;
SNES ;
SYNDEAC ;
USPA ;
SPFA ;
SYNPASE ;
FICAM ;
SNSP ;
ACCeS ;
FESAC ;
SPI ;
Prodiss ;
SNRC ;
SNRL ;
SPECT ;
UPC ;
Profedim ;
SATEV ;
SMSP ;
Forces Musicales ;
Scènes,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNTPCT ;
UNSA spectacle,
FCCS CFE-CGC ;
FCC CFDT ;

**FNSSCAAC CGT ;
FASACP FO ;
FCS CFTC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Suite à la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans les différentes branches du spectacle sont convenues de signer le présent avenant à l'accord inter-branché du 25 septembre 2014 relatif aux modalités d'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie pour les salariés intermittents du spectacle.

L'objet de cet avenant est de déterminer la nouvelle destination des contributions légales et conventionnelles dues par les employeurs de salariés intermittents du spectacle.

Les signataires rappellent néanmoins que la problématique des transitions professionnelles des salariés intermittents du spectacle reste à solutionner, cette question nécessitant à la fois des modifications législatives et réglementaires ainsi que la mobilisation d'un financement approprié.

Dans le cadre du présent avenant, les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

Article 1^{er} | Affectation des contributions légales et conventionnelles

L'article 3.4.1 de l'accord susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Compte tenu du poids des TPE dans les branches du spectacle, et avec l'objectif d'ouvrir pour les salariés intermittents du spectacle un droit substantiel sur le plan de développement des compétences, les contributions perçues par l'AFDAS sont réparties de la manière suivante :

- 1° 1,65 % et la somme des contributions forfaitaires, au titre du plan de développement des compétences ;
- 2° 0,10 % au titre des actions de formation au bénéfice des demandeurs d'emploi ;
- 3° 0,35 % au titre du compte personnel de formation.

Article 2 | Dispositions type pour les entreprises de moins de 50 salariés

Dans le cadre des articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont examiné l'opportunité de prévoir des dispositions types pour les entreprises de moins de 50 salariés et considèrent que les dispositions du présent avenant intègrent déjà les particularités de ces entreprises.

Article 3 | Durée, dépôt et demande d'extension

Le présent avenant entre en vigueur au jour de sa signature et est conclu pour la même durée que l'accord du 25 septembre 2014 qu'il modifie.

Il sera notifié, publié et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 23 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)